

Séance n°4- Le role de la victime

Sommaire

- I. L'exercice de son action par la victime
 - A. Le choix de la voie civile
 - Article 5 du CPP
 - Crim., 9 avril 1991
 - Civ. 2^{ème}, 20 mars 2003
 - Civ. 2^{ème}, 16 septembre 2003
 - B. Le choix de la voie pénale
 - Crim., 11 janvier 2000
 - Crim., 8 juin 1999
 - Article 3 du CPP
 - Article 4 du CPP
- II. Conséquence de la voie pénale : la victime partie au procès pénal
 - A. La demande d'actes d'instruction
 - Crim., 25 mars 1997
 - B. L'appel
 - Article 186 du CPP
 - Crim., 22 février 2000

I. L'exercice de son action par la victime

Article 3 du CPP

« L'action civile peut être exercée en même temps que l'action publique et devant la même juridiction.

Elle sera recevable pour tous chefs de dommages, aussi bien matériels que corporels ou moraux, qui découleront des faits objets de la poursuite. »

Article 4 du CPP

« L'action civile peut être aussi exercée séparément de l'action publique.

Toutefois, il est sursis au jugement de cette action exercée devant la juridiction civile tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique lorsque celle-ci a été mise en mouvement. »

En vertu de ces textes par conséquent, la victime a le choix entre la voie civile et la voie pénale pour obtenir réparation de son préjudice. Différentes conséquences vont s'attacher au choix de la victime.

A. Le choix de la voie civile

Si la victime d'une infraction décide d'exercer son action civile devant le juge civil afin d'obtenir réparation de son préjudice, trois principes doivent être retenus.

Electa una via non datur recursus ad alteram

Cet adage a été repris par le Code de procédure pénale :

Article 5 du CPP

« La partie qui a exercé son action devant la juridiction civile compétente ne peut la porter devant la juridiction répressive. Il n'en est autrement que si celle-ci a été saisie par le ministère public avant qu'un jugement sur le fond ait été rendu par la juridiction civile. »

Ainsi, lorsque la victime a décidé de choisir la voie civile, elle ne peut revenir sur ce choix sauf si le ministère public engage les poursuites avant que le juge civil n'ait rendu sa décision sur le fond. Par contre, si la victime choisit la voie pénale, elle peut très bien l'abandonner pour finalement saisir le juge civil. Cependant, cette interdiction de changer de voie est soumise à certaines conditions.

Crim., 9 avril 1991

Attendu que la disposition de l'article 5 du Code de procédure pénale, aux termes de laquelle " la partie qui a exercé son action devant la juridiction compétente ne peut la porter devant la juridiction répressive ", n'est susceptible de recevoir application qu'autant que les deux demandes respectivement portées devant le juge civil et devant le juge pénal constituent l'exercice de la même action et mettent en cause les mêmes parties ;

Attendu qu'il ressort de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure que Jean Darles et son épouse Germaine Artis ont déposé, le 21 février 1989, auprès du juge d'instruction une plainte avec constitution de partie civile contre Antoine Darles du chef d'extorsion de fonds ;

Attendu que, pour confirmer l'ordonnance du juge d'instruction déclarant ces constitutions de parties civiles irrecevables en application de l'article 5 du Code de procédure pénale, la chambre d'accusation relève que la plainte porte sur les conditions dans lesquelles a été signé le protocole d'accord entre Antoine Darles et son frère Jean à l'occasion de la liquidation de la succession de leur mère, protocole mettant à la charge du plaignant et de son épouse le versement d'une somme de 940 000 francs ; que les juges observent que Jean Darles a, le 7 mars 1987, assigné son frère devant le tribunal de grande instance afin que soit prononcée la nullité du protocole précité ; qu'ils énoncent " que les termes de la saisine du juge civil et du juge répressif sont en l'espèce pratiquement les mêmes " et que " le vice du consentement (la violence) allégué devant le juge civil rejoint les termes de l'article 400 du Code pénal qui réprime l'extorsion de fonds par force, violence ou contrainte alléguée devant

le juge civil " ; qu'ils en déduisent le bien-fondé de l'exception d'irrecevabilité de l'action civile soulevée par l'inculpé devant le juge d'instruction ;

Mais attendu que l'action introduite par Jean Darles devant la juridiction civile, à laquelle, d'ailleurs, son épouse ne s'est pas associée, a pour unique objet de faire prononcer l'annulation du protocole litigieux alors que la procédure pénale tend à faire constater l'existence du délit d'extorsion de fonds et à obtenir réparation du dommage occasionné par ce délit ; que les deux actions n'ont, dès lors, par le même objet ;

Qu'il s'ensuit que les juges ont fait une fausse application de l'article 5 susvisé et que la cassation est encourue ;

Par ces motifs :

CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions, l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse, en date du 26 avril 1990, et pour qu'il soit jugé à nouveau conformément à la loi :

Le criminel tient le civil en l'état

En vertu de l'article 4 du CPP, si la victime décide de choisir le juge civil alors qu'une action publique a été déclenchée devant les juridictions pénales, le juge civil devra surseoir à statuer tant que les juridictions répressives ne se seront pas définitivement prononcées.

Civ. 2^{ème}, 20 mars 2003

Sur le moyen unique, pris en sa première branche :

Attendu que M. X... fait grief à l'arrêt (Paris, 26 janvier 2001) d'avoir dit n'y avoir lieu de surseoir à statuer sur la demande en paiement de diverses sommes formée à son encontre par les consorts Y... et Z... , alors, selon le moyen, que pour refuser de surseoir à statuer, la cour d'appel a relevé d'office le moyen, mélangé de fait et de droit, tiré de ce qu'il n'était pas justifié de la consignation au greffe de la somme fixée par le juge d'instruction lors du dépôt de la plainte avec constitution de partie civile ; qu'en se déterminant de la sorte, sans avoir invité préalablement les parties à s'en expliquer, la cour d'appel a violé l'article 16 du nouveau Code de procédure civile ;

Mais attendu que le sursis à statuer ne peut être ordonné en application de l'article 4 du Code de procédure pénale que si l'action publique est en cours ; qu'il appartient à la partie qui sollicite une telle mesure, dans le cas du dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile, de justifier de la consignation fixée ou de sa dispense en application de l'article 88 du Code précité ;

Et attendu qu'en énonçant qu'il n'est pas justifié d'une consignation à la suite du dépôt de la plainte avec constitution de partie civile entre les mains du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris déposée par les consorts Y... , visant l'attestation de M. A... produite par M. X..., la cour

d'appel, sans violer le principe de la contradiction, a légalement justifié sa décision.

L'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil

Cela signifie que la décision définitive du juge pénal s'impose au juge civil. Il s'agit d'une règle classique dont le fondement textuel peut être trouvé dans l'article 4 du CPP. Cette règle implique que si le juge pénal a décidé de retenir une faute au niveau pénal, le juge civil n'a pas le choix et doit lui aussi retenir une faute afin d'indemniser la victime et inversement. Ceci a longtemps été accentué par la règle de l'identité des fautes non intentionnelles civile et pénale consacrée par la jurisprudence (*Crim.*, 18 décembre 1912, *S.* 1914, 1, 249). Mais cette dernière règle a été en partie remise en cause par la loi du 10 juillet 2000. En effet, depuis cette loi, l'**article 4-1** du CPP dispose que

« L'absence de faute pénale non intentionnelle au sens de l'article 121-3 du code pénal ne fait pas obstacle à l'exercice d'une action devant les juridictions civiles afin d'obtenir la réparation d'un dommage sur le fondement de l'article 1383 du code civil si l'existence de la faute civile prévue par cet article est établie ou en application de l'article L. 452-1 du code de la sécurité sociale si l'existence de la faute inexcusable prévue par cet article est établie. »

Par conséquent, désormais si le juge pénal retient une faute non intentionnelle, mais que celle-ci est insuffisante pour entraîner la condamnation de la personne (ex : une faute simple alors que l'on est présence d'un lien indirect), le juge civil pourra prononcer une réparation malgré la relaxe au pénal.

Civ. 2^{ème}, 16 septembre 2003

Vu les articles 4-1 du Code de procédure pénale et L. 452-1 du Code de la sécurité sociale ;

Attendu que le 27 mars 1993, M. X... a été victime d'un accident alors qu'il intervenait manuellement sur le dispositif de ligature d'une presse à carton ; que la manche de son vêtement prise dans la rotation de la machine a entraîné son bras, qui a été écrasé ;

Attendu que pour rejeter la demande de reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur, l'arrêt infirmatif attaqué énonce que la juridiction de sécurité sociale doit respecter l'autorité de chose jugée attachée aux décisions de la juridiction pénale et que le jugement du tribunal correctionnel ayant relaxé l'employeur de M. X... interdit de lui imputer une faute à l'origine de l'accident ;

Qu'en statuant ainsi, alors que l'article 4-1 du Code de procédure pénale applicable à l'espèce dissocie la faute civile de la faute pénale non intentionnelle, notamment pour ce qui a trait à la reconnaissance éventuelle de la faute inexcusable de l'employeur, la cour d'appel a violé les textes susvisés ;

PAR CES MOTIFS :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 20 décembre 2000, entre les parties, par la cour d'appel d'Aix-en-Provence ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Nîmes ;

B. Le choix de la voie pénale

La victime peut également décider d'exercer son action civile devant les juridictions répressives. Ce sera alors le juge pénal qui devra prononcer la réparation du préjudice. Deux possibilités s'offrent alors à la victime :

l'action civile par voie d'action

Lorsque le procureur de la République n'a pas encore exercé l'action publique ou refuse de le faire (classement sans suite), la victime peut exercer son action civile devant les juridictions répressives par voie d'action. **Le ministère public est alors obligé d'exercer l'action publique**, c'est donc un moyen pour la victime de contourner le classement sans suite. La victime qui souhaite agir par voie d'action peut soit saisir une juridiction d'instruction (elle y est obligée en cas de crime) par **plainte avec constitution de partie civile** adressée au doyen des juges d'instruction, soit saisir une juridiction de jugement par une **citation directe** de l'auteur de l'infraction devant la juridiction compétente. Dans les deux cas, en vertu de l'article 88 du CPP, le versement d'une **consignation** par la victime est obligatoire. Celle-ci, fixée au regard des revenus de la victime, est destinée à garantir le paiement d'une amende civile qui sera prononcée à l'encontre de la victime si le juge considère la constitution de partie civile abusive ou dilatoire (articles 88-1 et 177-2 du CPP).

Crim., 11 janvier 2000

Vu les articles 388, ensemble 85 et 88 du Code de procédure pénale ;

Attendu, selon ces textes, qu'aucune plainte avec constitution de partie civile déposée devant le juge d'instruction ne fait obstacle à une saisine de la juridiction correctionnelle par voie de citation directe, dès lors que l'auteur de la plainte n'a pas versé la consignation fixée par le juge d'instruction ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et de l'examen des pièces de procédure, que X... a porté plainte devant le juge d'instruction contre Y..., le 4 août 1995, pour abus d'autorité, et le 28 mars 1996, pour dénonciation calomnieuse ; que, le 26 juillet 1996, le juge d'instruction a fixé le montant de la consignation ; qu'entre temps, le 25 juin 1996, X... a fait citer Y... devant le tribunal correctionnel pour y répondre des mêmes faits ;

Attendu que, pour déclarer irrecevable la citation directe délivrée par la partie civile à Y..., les juges énoncent que la partie civile qui a fait le choix de la voie de l'instruction préparatoire ne peut abandonner celle-ci pour user de celle de la citation directe à l'encontre de la même personne pour les mêmes faits ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi la cour d'appel a méconnu les textes susvisés ;

Que la cassation est encourue de ce chef ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'examiner le second moyen ;

CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions, l'arrêt susvisé de la cour d'appel de Nancy en date du 2 février 1999 et pour qu'il soit jugé à nouveau conformément à la loi ;

l'action civile par voie d'intervention

Lorsque le ministère public a déjà exercé l'action publique, la victime va pouvoir greffer son action civile dessus en agissant par voie d'intervention. La victime peut alors agir à tout moment de la procédure y compris lors de l'audience de jugement, dès lors que la constitution de partie civile concerne bien les faits pour lesquels la juridiction est saisie et que la victime a bien subi un préjudice direct et personnel.

Crim., 8 juin 1999

Vu les articles 2 et 85 du Code de procédure pénale ;

Attendu que, pour qu'une constitution de partie civile soit recevable devant la juridiction d'instruction, il suffit que les circonstances sur lesquelles elle s'appuie fassent apparaître comme possible l'existence d'un préjudice en relation directe avec une infraction à la loi pénale ;

Attendu qu'il appert de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure que, le commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes d'Ile de France ayant révélé au procureur de la République d'Evry des suspicions d'irrégularités constatées dans " la montage et la dévolution " d'un marché portant sur un centre de traitement de déchets à Vert-le-Grand, ce magistrat a requis l'ouverture d'une information contre personne non dénommée des chefs d'atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, trafic d'influence par personne dépositaire de l'autorité publique, recel, corruption ; que le juge d'instruction a mis en examen Z... et A..., qui, à l'époque des faits, étaient respectivement président et directeur général de la société X..., délégataire du Syndicat Intercommunal Y..., ainsi que B... et C..., respectivement président et expert-comptable du groupe F..., dont une filiale s'était vu attribuer, par la X..., la maîtrise d'ouvrage ainsi que l'exploitation de ce centre de traitement de déchets ; que le Y... et la X... se sont constitués parties civiles en cours d'information faisant valoir que " toute infraction qui aurait pu être commise dans le cadre ou à l'occasion des marchés concernant le centre intégré de traitement des déchets de Vert-le-Grand leur porterait un préjudice direct et incontestable ", et que " la mise en examen de l'ancien directeur général de la X... et de son président peut légitimement permettre à cette société de s'interroger sur les éventuels abus de biens sociaux qui auraient

pu à cette occasion être commis, ces derniers pouvant entraîner un préjudice direct et certain pour la X... " ;

Attendu que, pour confirmer l'ordonnance du juge d'instruction déclarant ces constitutions de partie civile irrecevables, l'arrêt attaqué se prononce par les motifs reproduits au moyen ;

Attendu qu'en cet état, la chambre d'accusation a décidé à bon droit que la société X... était irrecevable à intervenir en qualité de partie civile ;

Qu'en effet, d'une part, la constitution de partie civile incidente devant la juridiction d'instruction, telle que prévue par l'article 87 du Code de procédure pénale, n'est recevable qu'à raison des seuls faits pour lesquels l'information est ouverte ; que, d'autre part, ne peut qu'être indirect le préjudice causé à une personne morale par la mise en examen de ses propres dirigeants pour des faits constitutifs d'infractions à la législation sur les marchés publics, corruption et trafic d'influence ;

Mais attendu qu'en déclarant également irrecevable la constitution de partie civile du Y..., alors que l'atteinte à l'égalité des candidats dans les marchés publics imputée aux dirigeants de la X... était de nature à entraîner un surcoût des frais engagés par ce syndicat et pouvait lui causer un préjudice direct, la chambre d'accusation n'a pas légalement justifié sa décision ;

D'où il suit que la cassation est encourue ;

II. Conséquence de la voie pénale : la victime partie au procès pénal

Lorsque la victime d'une infraction exerce son action civile devant le juge répressif, elle devient partie au procès pénal. La question est de savoir si elle est une partie à égalité avec les autres parties que sont le ministère public et la personne mise en cause. En effet, s'il convient de prendre en compte les intérêts de la victime, il faut également ne pas porter une atteinte trop importante à la liberté individuelle de la personne mise en cause et protéger l'ordre public. Aussi, les demandes d'actes et les recours de la victime sont-ils strictement encadrés par le Code de procédure pénale, même si peu à peu le législateur donne une place de plus en plus importante à la victime au sein du procès pénal.

A. La demande d'actes d'instruction

En tant que partie au procès pénal, la victime peut, au même titre que le ministère public ou la personne mise en cause, faire des demandes d'actes d'instruction. Mais si le Code de procédure pénale énumère limitativement les actes d'instruction que la partie civile peut demander (article 82-1 et suivants du CPP), il faut noter que, sur ce point, la victime est à égalité avec la personne mise en examen.

Crim., 25 mars 1997

IRRECEVABILITE et REJET des pourvois formés par Rouy Sylvie, l'Union syndicale pénitentiaire, parties civiles, contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Metz, en date du 28 mars 1996, qui, dans l'information suivie contre personne non dénommée des chefs de dénonciation calomnieuse, violation du secret professionnel, agissements discriminatoires par un fonctionnaire public, a confirmé l'ordonnance portant notamment rejet d'une demande d'acte rendue par le juge d'instruction.

LA COUR,

Joignant les pourvois en raison de la connexité ;

Vu les mémoires personnels produits ;

I. Sur le pourvoi de l'Union syndicale pénitentiaire :

Sur sa recevabilité :

Attendu que ce syndicat, qui n'était pas appelant de l'ordonnance entreprise, n'avait pas la qualité de partie devant la chambre d'accusation ; que dès lors son pourvoi est irrecevable ;

II. Sur le pourvoi de Sylvie Rouy :

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des articles 82-1 et 575 du Code de procédure pénale :

Attendu, sur la première branche, que la demanderesse ne saurait faire grief à l'arrêt attaqué d'avoir omis de répondre à sa demande tendant à ce que soit ordonné, sur le fondement de l'article 82-1 du Code de procédure pénale, la production de pièces par un témoin, dès lors que cette demande était irrecevable ; qu'en effet ce texte, dont les dispositions sont limitatives, n'autorise que les demandes tendant à la production de pièces par une autre partie ;

Attendu, sur la seconde branche, qu'il est vainement fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir, par des motifs prétendument erronés, refusé d'ordonner les confrontations réclamées par la partie civile, dès lors que l'appréciation d'une demande d'actes d'instruction complémentaires relève d'une question de pur fait qui échappe au contrôle de la Cour de Cassation ;

Et attendu qu'aucun moyen n'est produit contre les dispositions de l'arrêt de non-lieu, régulier en la forme ;

Par ces motifs :

I. Sur le pourvoi de l'Union Syndicale pénitentiaire :

Le déclare IRRECEVABLE ;

II. Sur le pourvoi de Sylvie Rouy :

Le REJETTE.

B. L'appel

En vertu de l'article 186 alinéa 2 et 3 du CPP, la partie civile a un droit d'interjeter appel au cours de la procédure pénale beaucoup plus limité que celui de la personne mise en examen. En effet :

Article 186 du CPP

« Le droit d'appel appartient à la personne mise en examen contre les ordonnances et décisions prévues par les articles 87, 139, 140, 137-3, 145-1, 145-2, 148, 179, troisième alinéa, et 181.

La partie civile peut interjeter appel des ordonnances de non-informer, de non-lieu et des ordonnances faisant grief à ses intérêts civils. Toutefois, son appel ne peut, en aucun cas, porter sur une ordonnance ou sur la disposition d'une ordonnance relative à la détention de la personne mise en examen ou au contrôle judiciaire.

Les parties peuvent aussi interjeter appel de l'ordonnance par laquelle le juge a, d'office ou sur déclinatoire, statué sur sa compétence. »

La partie civile ne peut donc faire aucun recours concernant la liberté individuelle de la personne mise en examen. Par contre, elle peut bien entendu contester un non-lieu puisque celui-ci l'empêche d'obtenir réparation de son préjudice.

Crim., 22 février 2000

Vu l'article 186 du Code de procédure pénale ;

Attendu que l'article 186 du Code de procédure pénale ne limite pas le droit d'appel de la partie civile contre une ordonnance de non-lieu aux dispositions de cette ordonnance portant sur les faits qu'elle a elle-même dénoncés ;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué et des pièces de la procédure que le 7 février 1995, l'association X... a porté plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction, contre Y..., ancien président de l'association, pour abus de confiance, en lui reprochant d'avoir détourné à son préjudice une somme de 5 850 000 francs entre le 6 août 1991 et le 31 décembre 1992 ; que, par réquisitoires supplétifs des 17 et 25 mars 1995, le ministère public a étendu la saisine du juge d'instruction à d'autres détournements, au préjudice de la même victime, imputés à Y... et à Z..., ce dernier ayant été secrétaire général de l'association ; que le juge d'instruction a renvoyé Y... devant le tribunal correctionnel pour les seuls détournements visés dans la plainte avec constitution de partie civile et a prononcé non-lieu des autres chefs ; que la partie civile a relevé appel de cette décision ;

Attendu que, pour déclarer cet appel irrecevable, la chambre d'accusation énonce que " faute d'avoir étendu sa constitution de partie civile aux faits nouveaux, elle n'avait pas qualité pour relever appel de décisions de non-lieu intervenues sur lesdits faits " ;

Mais attendu qu'en prononçant ainsi, la chambre d'accusation a méconnu le texte susvisé et le principe susénoncé ;

D'où il suit que la cassation est encourue ;

Par ces motifs :

CASSE ET ANNULE, en toutes ses dispositions, l'arrêt susvisé de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, en date du 15 avril 1999, et pour qu'il soit à nouveau jugé, conformément à la loi ;

RENVOIE la cause et les parties devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles.